**29^e CONFÉRENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE DES MINISTRES DE LA
JUSTICE**

“Brisons le silence – unis contre la violence domestique ”

Tromsø, 18-19 juin 2009

DISCOURS

Mme Deniz AKCAY

Présidente du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

Monsieur le Président,

Je souhaiterais d'abord m'associer aux remerciements et félicitations aux autorités norvégiennes exprimés par l'ensemble des participants pour l'excellente organisation et l'accueil exemplaire, auxquels j'ajouterais mes félicitations pour leur implication active dans les choix stratégiques de la Conférence.

Je voudrais également remercier à la fois les autorités norvégiennes et le Secrétariat du Conseil de l'Europe pour avoir associé pour la première fois le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) à une Conférence du Conseil de l'Europe des Ministres de la justice.

Non seulement le thème de la violence domestique mais également les termes mêmes de la Résolution n°1 sur la violence domestique justifient amplement cette invitation, dont je souhaiterais qu'elle constitue un précédent.

Je ne serai pas très longue.

Il est important de souligner d'emblée que cette Résolution n'intervient pas dans un *no man's land* juridique.

Pour ne citer que deux exemples précurseurs :

La Recommandation R(85)11 du Comité des Ministres sur la position de la victime amorçait déjà, il y a bien longtemps, un statut de procédure pénale en lui reconnaissant d'importantes garanties.

Plus récemment, la Recommandation (2002)5 sur la protection des femmes contre la violence s'est spécifiquement penchée sur certains aspects de la violence, en même temps qu'elle a recommandé toute une panoplie de mesures de procédures pénale, sociale et éducative de manière détaillée.

Donc déjà l'approche holistique que plusieurs délégations ont soulignée a été le souci adéquatement concrétisé par le Conseil de l'Europe dans une série de recommandations.

Je ne vais pas revenir sur l'ampleur du problème de la violence domestique, magistralement exposé dans le rapport norvégien et rappelé par les délégations.

Déjà l'Assemblée Parlementaire, dans un rapport de 2002 préparé par Mme Keltosova de la Slovaquie contenait une mise au point alarmante :

“Selon les statistiques, pour les femmes de 16 à 44 ans, la violence domestique serait la principale cause de décès, avant le cancer, les accidents de la route et même la guerre. Elle doit en conséquence être traitée comme un problème politique et public qui porte sur une violation des droits de l’homme”.

De ce point de vue, la Résolution n°1 constitue à mon avis une triple avancée.

Premièrement, elle s'inscrit dans l'orientation presque certaine de l'élaboration d'une convention, même si le paragraphe 24 ne le mentionne pas explicitement, une majorité significative des délégations s'est prononcée en faveur d'un texte contraignant, mentionnant dans ce contexte spécifiquement la convention.

Deuxièmement, quelle que soit la terminologie usitée pour qualifier l'instrument à élaborer, ce sera une expérience importante et significative, puisqu'elle évoluera dans un domaine d'intérêts conflictuels : l'intérêt et les droits des victimes d'une part, la protection de la vie privée et familiale de l'autre.

Qu'on le veuille ou non, il y aura une certaine démythification conceptuelle de la famille qui, de havre de paix et d'espace d'amour familial, filial et fraternel, pourra être en même temps être considérée comme un espace à risque, donc susceptible d'être, quelque part, « surveillé », perméable donc aux obligations positives de l'Etat.

Troisièmement, nos travaux futurs dans ce domaine contribueront à un approfondissement de la notion de la jouissance effective des droits, au-delà de la reconnaissance légale des droits et libertés et de l'affirmation légale du principe de l'égalité devant la loi.

Ce serait à ce niveau-là, je pense, que se trouverait la spécificité de la contribution du Comité directeur pour les droits de l'homme. Notre approche en tant que Comité Directeur se situe à un second degré. Au-delà de la faisabilité de telle ou telle norme par rapport à nos droits nationaux respectifs, nous sommes appelés par notre mandat à un deuxième “contrôle de qualité”, dans la mesure où nous devons examiner si nos instruments sont conformes à la Convention et à la jurisprudence de la Cour.

Je m'engage à faire part au CDDH, non seulement de la Résolution et de son exégèse éventuelle, mais surtout de la convergence presque unanime qui s'est dégagée au cours de la Conférence quant à une approche globale – intégrée et tenant compte des travaux du CAHVIO.

Celle-ci ne se limiterait pas à la procédure pénale et/ou civile « justicière » et/ou restauratrice, mais dans tous les cas intervenant *ex post* ; elle devrait également s'attaquer aux aspects de protection et de prévention par le biais de mesures faisant l'objet d'évaluations appropriées.